

OOINT DE VUE

Cultiver la paix par le développement



Cultiver la paix par le développement

Il ne se passe pas de jour sans que les armes parlent quelque part dans le monde. Mais il ne se passe pas de jour non plus sans qu'un homme ou une femme, une famille, une communauté, se rapproche un peu plus d'un avenir meilleur et plus sûr, libéré de la guerre, de la faim et de la pauvreté. Et tout cela peut se produire dans un seul et même endroit.

Le conflit comme le développement sont mus par une profonde insatisfaction face au monde tel qu'il va. Mais l'un est une réaction destructrice, tandis que l'autre est une réponse positive et constructive.

Attendre que la paix s'enracine avant d'engager le processus de développement est un luxe que nous ne pouvons nous offrir. Le FIDA est toujours intervenu auprès des populations rurales les plus marginalisées et défavorisées, dans les zones les plus difficiles à atteindre, les situations les plus fragiles et les environnements les plus dégradés. Nous devons poursuivre dans cette voie. Si nous voulons aider 80 millions de ruraux, femmes et hommes, à se libérer de la pauvreté dans les trois années à venir, nous devons aller les aider sur place. Les aider peut être dans les pays les moins avancés, dans des États fragiles, ou dans les poches de pauvreté tenaces qui subsistent dans les pays à revenu intermédiaire. La pauvreté trouve les populations vulnérables quel que soit l'endroit où elles vivent, et c'est là aussi que nous devons aller les chercher.

Le développement est un impératif moral pressant dicté par les éléments mêmes qui fournissent un terreau fertile aux désordres et aux conflits: injustices flagrantes, inégalités des chances criantes, absence d'infrastructures et d'outils propres à améliorer les conditions d'existence, mauvaise gouvernance et corruption, concurrence exacerbée pour les ressources, appât du gain, manque d'accès à l'éducation et au crédit. Levons les obstacles et donnons les outils nécessaires, et les gens commenceront à édifier un monde meilleur autour d'eux.

Notre but est de promouvoir l'espoir et non pas la haine, de voir les communautés s'unir et non pas se déchirer face à l'adversité. Lorsque nous nous adressons aux communautés rurales, nous devons penser non seulement à ce qu'elles sont, mais aussi à ce qu'elles pourraient être – et à ce qu'elles veulent devenir. Comme l'expérience nous l'a maintes fois démontré, nous devons nouer des partenariats avec les ruraux et les laisser prendre en main leur propre destin.

Un avenir meilleur pour les familles tribales du Jharkhand

Le travail accompli dans le cadre du Projet de développement tribal du Jharkhand offre un bon exemple de notre approche au plus près du terrain. Nous intervenons en effet dans quatre districts et 180 villages auprès de 74 000 ménages pauvres des communautés tribales de l'État indien du Jharkhand. Beaucoup de villages ne sont accessibles qu'à pied. Les services et infrastructures de base sont pratiquement inexistants. Les habitants sont

souvent exploités par des groupes extrémistes et des usuriers. Le projet, financé par le FIDA et mis en œuvre par la Société de développement tribal du Jharkhand et des ONG partenaires, a fait bouger les choses grâce à une démarche de gestion intégrée des ressources naturelles entièrement prise en main par la population elle-même et ciblée notamment sur les femmes. Le projet a choisi une approche multipolaire visant à favoriser l'autonomisation grâce à la création de groupes d'entraide et à des campagnes de sensibilisation des communautés. La mise en place de structures de mise en valeur des terres et des ressources en eau, avec notamment le creusement d'étangs et de puits, l'aménagement des courbes de niveau et l'aplanissement des terrains, a aidé de nombreuses familles de riziculteurs et les a encouragées à opter pour une seconde récolte destinée à la vente. Les questions agricoles et autres sujets d'intérêt local ont été beaucoup plus débattus au sein des instances de concertation communautaires traditionnelles que sont les *Gram Sabha*. Et, détail significatif, il n'y a pas eu d'autres troubles dans les zones de programme depuis que le projet a démarré.

Le développement peut favoriser la paix, car les deux vont de pair. Si par nos programmes nous aidons les populations à vaincre les obstacles qui freinent leur propre développement, nous leur donnons du même coup les moyens de se battre contre la pauvreté et la faim et non pas entre eux. Nous les détournons de la tentation de riposter par la violence et la destruction à des situations certes intolérables. Personne ne devrait aller se coucher le soir le ventre vide. Personne ne devrait voir le potentiel d'un enfant s'étioler sous l'effet de la malnutrition, de l'analphabétisme et de la désespérance. Aucune femme ne devrait être privée d'accès aux ressources au simple prétexte qu'elle n'est pas un homme. Aucun être humain ne devrait être interdit de parole simplement parce que son silence arrange un tel ou un tel.

Panser les plaies de la guerre civile au Burundi

La paix, comme les plantes qui nous nourrissent, doit être cultivée, ce qui exige patience et détermination. Le FIDA est resté au côté du Burundi dans les bons et les mauvais jours. Durant les 12 années sanglantes de la guerre civile, il a poursuivi ses opérations, et après la fin du conflit armé il a été le premier donateur à intervenir dans les zones les plus durement touchées. Il a fourni des appuis pour reconstruire les infrastructures rurales et le secteur agricole dévasté, tout en aidant à rendre les communautés plus fortes et à poser les fondations d'une société plus unie et démocratique.

Les quatre projets en cours du FIDA portent sur le rétablissement des moyens de subsistance ruraux dans tout le pays, mais le Programme transitoire de reconstruction après-conflit (TPPCR), lancé initialement en mars 2006, s'est attelé à la tâche de consolidation de la paix dans une optique plus large couvrant le développement

communautaire, les questions juridiques, le VIH/sida, le soutien de la production alimentaire, les chaînes de solidarité des éleveurs, le développement des infrastructures rurales et les activités d'alphabétisation. Le projet a concouru à la création d'institutions démocratiques durables en privilégiant les considérations sanitaires et éducatives. Ce faisant, il s'est attaqué aux causes premières de la guerre civile: la pauvreté, l'exclusion, l'ignorance, l'absence d'avenir – autant de problèmes qui font le lit du désespoir si l'on néglige de les traiter.

Aujourd'hui comme hier, les activités au titre des projets permettent à chaque bénéficiaire de prendre un nouveau départ, mais aussi de prospérer. Grâce à l'introduction du système d'intensification de la production rizicole, les riziculteurs ont plus que doublé leurs rendements à l'hectare. Les communautés et leurs membres ont de nouveau un avenir.

Le jeune Nicaise Arakaza, de Burambi, le dit à sa manière: "Avant on ne parlait que de vengeance... Le programme nous a aidés à apprendre la bonne gouvernance. Il nous a appris le code du droit. Maintenant les gens savent régler leurs litiges. On peut expliquer son problème et trouver une solution apaisée."

Les conflits fonciers ont été cités comme l'une des causes majeures de la guerre civile. Au Burundi comme ailleurs, le FIDA s'emploie à sensibiliser les communautés aux procédures légales mais aussi à promouvoir l'égalité des sexes en aidant les femmes à faire valoir leurs droits devant les tribunaux. Comme c'est souvent le cas, l'éducation joue un rôle capital. Grace aux cours d'alphabétisation, les femmes peuvent lire les documents officiels avant de les signer (à commencer par ceux qui concernent la propriété des terres) et vérifier que leurs droits sont respectés. Le règlement des litiges fonciers est un facteur clé pour aider le peuple burundais à reconstruire une société pacifique.

Créer un climat de paix

Les conflits ont de nombreuses causes, aussi bien locales que géopolitiques, mais ils se nourrissent tous du désespoir des peuples. Les populations qui participent aux programmes appuyés par le FIDA comptent parmi les plus pauvres de la planète. Or, le développement agricole est le plus puissant moteur de la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement, ce qui n'est guère étonnant quand on sait que la croissance du PIB agricole est deux fois plus efficace que celle des autres secteurs pour réduire la pauvreté. La beauté de l'approche du FIDA tient au fait qu'elle ne considère pas la réduction de la pauvreté comme une simple équation économique ou une affaire de points de PIB; pour transformer les communautés, les projets de développement rural doivent prendre en compte toutes les dimensions sociales, et jusqu'à l'environnement avec lequel les populations rurales doivent composer. On parle souvent de créer un climat propice à l'investissement; nous essayons aussi de créer un climat propice à la paix.

Les études ont montré l'existence d'une corrélation étroite entre le changement climatique et les troubles civils qui secouent l'Afrique subsaharienne. La remarque vaut pour la Somalie, où le choc des prix du bétail lié à la sécheresse attise les conflits en réduisant le coût d'opportunité de la riposte. La pauvreté endémique et l'absence de filets de protection,

de crédit et d'assurance affaiblissent les capacités de résistance face aux crises. Si des études complémentaires doivent être menées, les données préliminaires indiquent néanmoins que les stratégies qui encouragent la diversification des revenus et l'adaptation au changement climatique et à la sécheresse réduisent efficacement la vulnérabilité aux conséquences des conflits et ont en outre un effet préventif. La sécurité alimentaire des ménages est le socle de la sécurité générale des communautés et des nations.

Mais gardons-nous d'en conclure que les activités de développement vont nécessairement produire la paix. Il arrive même que les interventions provoquent des tensions et des conflits au sein des communautés et des ménages. On sait ainsi que, dans certains pays, dès qu'une culture destinée exclusivement à la consommation familiale devient commercialisable, la maîtrise de sa production et les profits correspondants sont accaparés par les hommes. Par conséquent, si nous ne sommes pas attentifs aux considérations de genre, les initiatives de commercialisation risquent de profiter essentiellement aux hommes.

La conception des programmes nécessite un ciblage rigoureux et une appréciation claire des risques inhérents au fait de tenter de cultiver la paix et le développement dans des terrains ingrats. Il y a évidemment des lieux où la sécurité est si précaire qu'il serait téméraire, voire irresponsable, de se lancer dans des activités de développement. Depuis quelques années, le FIDA examine et approfondit son action dans les États fragiles. Nous procédons avec souplesse dans la conception et la mise en œuvre de nos programmes et nous nous attachons à renforcer les capacités des communautés et des institutions de l'État. Nous resserrons nos partenariats avec d'autres acteurs multilatéraux et bilatéraux. Pour réussir dans notre entreprise, nous devrons analyser plus en profondeur les causes de fragilité et veiller à la simplicité des objectifs et des projets mis en œuvre dans des États fragiles.

Les conflits ne sont pas toujours ouverts. Certains restent plus ou moins larvés, mais leurs effets n'en sont pas moins persistants et têtus. Les populations pauvres vivant dans les zones rurales sont particulièrement vulnérables aux désordres et aux déplacements causés par les violences. C'est la raison pour laquelle les projets appuyés par le FIDA s'emploient à renforcer la résilience des populations vivant dans des zones touchées par des conflits.

Promouvoir la paix et le développement au Pakistan, au Mali et en Tunisie

Le FIDA est connu à la fois pour sa faculté d'innovation et sa volonté d'appuyer des projets au long cours. Nous savons que la réussite du développement rural exige un cocktail de créativité et d'engagement sur la durée afin que le progrès engendre non seulement une accumulation de changements, mais aussi une métamorphose.

Ce n'est nulle part plus vrai que dans les zones ravagées par des conflits. L'une de nos réussites les plus encourageantes est le Projet de développement des régions du Nord (NADP) au Pakistan, qui a démarré en 1998. Il a apporté de nouvelles routes, l'eau potable, de nouvelles cultures et espèces animales, ainsi que l'alphabétisme dans une zone

restée jusqu'alors à l'écart des efforts de développement. De plus, 140 organisations féminines ont vu le jour et les femmes commencent à créer de petites entreprises.

Mais l'exercice n'a pas été facile. Au début, le projet s'est heurté à une résistance farouche, et même violente. Certaines activités étaient considérées comme des atteintes à la religion et aux traditions communautaires – par exemple la microfinance, perçue par d'aucuns comme contraire à l'islam. Il devait aussi intégrer la dimension générale du conflit, qui dépassait la simple sphère de la communauté. Comme le raconte l'imam Maulana Muzzamil Shah, "avant, les gens partaient s'entraîner ailleurs au Pakistan afin de faire le djihad pour protéger l'islam. Après le lancement du projet, ils ont changé et n'ont plus voulu s'en aller. Maintenant, plus personne ne quitte le village." Il a fallu un long processus pour que le projet soit accepté, mais il a finalement convaincu et c'est alors que le développement a démarré. Et l'extrémisme a été rejeté.

L'expérience du FIDA a maintes fois montré que la sensibilité au contexte, l'engagement et le dialogue avec les populations locales et leurs organisations sont des facteurs déterminants du succès.

Dans le cas du Pakistan, "les gens ont compris que le projet ne visait pas à s'attaquer à leur religion ou à leur culture. Il n'est pas anti-islamique. Il est au service du développement de notre peuple", explique l'imam Shah.

Malheureusement, les conflits paralysent parfois l'action du FIDA. Au Mali, la plupart des jeunes ruraux quittent leur village pour essayer de trouver du travail dans les villes. Cet exode a des effets dévastateurs sur le tissu social dans les zones reculées. Les seuls habitants qui restent sont les vieillards et les enfants, qui ont bien du mal à produire suffisamment pour se nourrir.

Le FIDA a donc appuyé deux projets de développement de l'agriculture, de l'élevage et des services sociaux dans les régions de Tombouctou et de Gao respectivement. Il s'agissait notamment de former des jeunes et de créer des emplois à leur intention. Les projets ont plutôt bien réussi à ralentir l'émigration en donnant aux jeunes des raisons de rester dans leur village et d'y créer des entreprises. Ces bons résultats ont valu au FIDA d'être désigné comme l'organisme chef de file dans le nord du Mali.

Mais voilà: le conflit a fait tache d'huile et est devenu de plus en plus meurtrier, si bien que le personnel du FIDA chargé des deux projets a dû se replier à Bamako. Bien que le FIDA ne soit pas une agence humanitaire, l'équipe de gestion du portefeuille de projets pour le Mali étudie la possibilité de continuer à appuyer les infrastructures existantes financées par le FIDA, telles que les centres de soins et les systèmes d'irrigation. Outre qu'il profite aux populations locales en période de conflit, l'entretien de ces infrastructures sera déterminant pour aider les individus à se reconstruire et à retrouver des moyens de subsistance lorsque le calme reviendra. Même dans les situations difficiles, il faut absolument trouver des solutions pour maintenir les infrastructures et les activités engagées par la population avec l'appui des projets, car ce genre de soutien est un gage de pérennité et aide à préparer la phase d'après-conflit.

La situation au Mali montre que les jeunes ruraux ont impérativement besoin d'emplois stables, sûrs et raisonnablement payés. S'ils ont des perspectives d'avenir, ils poseront les premiers jalons de leur vie d'adulte. S'ils n'en ont pas, ils n'auront rien à perdre et se laisseront plus facilement séduire par le discours extrémiste.

La contribution potentielle du développement agricole à la stabilité sociale et au développement a été l'une des raisons qui ont amené le FIDA à financer deux projets en Tunisie. Le soulèvement populaire tunisien était en effet parti des campagnes, dans un pays marqué par de fortes inégalités entre les zones côtières et des régions de l'intérieur relativement marginalisées.

Le climat de démocratisation qui a suivi a apporté une plus grande liberté d'expression, et les régions les plus pauvres ont commencé à réclamer des emplois et des infrastructures pour faire face à leurs besoins élémentaires.

En sa qualité d'organisation financière internationale opérant dans les zones rurales et les gouvernorats prioritaires du pays, le FIDA a été particulièrement sollicité pour renforcer ses interventions dans les projets qu'il cofinance, avec des financements d'urgence supplémentaires et le financement de nouveaux projets. En déployant davantage de ressources pour couvrir les besoins non satisfaits des populations rurales vivant dans des zones prioritaires à forte incidence de pauvreté, il espère contribuer, en partenariat avec le Gouvernement tunisien, à édifier une société pacifique plus juste et soucieuse de répartir plus équitablement les richesses entre les zones rurales et les villes.

Le rôle du FIDA dans les zones touchées par des conflits

Les conflits – conflits de l'eau, conflits des terres, conflits des croyances – vont malheureusement rester notre lot commun pendant longtemps encore, et c'est là peut-être le plus grand défi de l'humanité. Ils sont aussi profondément incrustés que la pauvreté car ils se repaissent de la misère du monde. Mais ce constat ne doit pas nous détourner de notre mission, pas plus qu'il ne doit nous masquer une réalité parfois dérangeante, à savoir que le développement et la paix ont partie liée.

Nous ne pouvons promouvoir le premier terme de l'équation et rester muets sur le second, car l'alternative à la paix est le conflit, la souffrance humaine, la stagnation et l'échec. Comme l'a déclaré l'un des bénéficiaires du projet NADP au Pakistan, "lorsque les écoles et autres services sont arrivés, nous avons commencé à voir que le projet était bénéfique. Et alors les opposants ont fini par y adhérer."

Peu à peu, projet après projet, le FIDA continuera de transformer pour le mieux la vie des ruraux pauvres et de mener des actions exemplaires que d'autres pourront reprendre pour améliorer leur existence et celle de leurs communautés.

par Kanayo F. Nwanze

Président du Fonds international de développment agricole



Fonds international de développement agricole Via Paolo di Dono, 44 00142 Rome, Italie Téléphone: +39 06 54591 Télécopie: +39 06 5043463 Courriel: ifad@ifad.org

www.ifad.org www.ruralpovertyportal.org Contact Sabel NDure-Barry Assistante de direction du Président Téléphone: +39 06 5459 2200 s.ndure-barry@ifad.org

